

**Assemblée générale**

Distr. générale
13 septembre 2013
Français
Original : espagnol

Soixante-septième session

Point 45 de l'ordre du jour

Question des îles Falkland (Malvinas)**Lettre datée du 12 septembre 2013, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom des pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le Communiqué spécial de l'Alliance rejetant le référendum du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes, adopté à Caracas le 10 mars 2013 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 45 de l'ordre du jour, relatif à la question des îles Malvinas.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Samuel **Moncada**

* Nouveau tirage pour raisons techniques (20 septembre 2013).



**Annexe à la lettre datée du 12 septembre 2013 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la République bolivarienne du Venezuela
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué spécial de l'Alliance bolivarienne
pour les peuples de notre Amérique (ALBA) rejetant
le référendum organisé par le Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur les îles Malvinas,
les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud
et les zones maritimes environnantes**

[Caracas, le 10 mars 2013]

Les pays membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) souhaitent informer la communauté internationale qu'ils rejettent catégoriquement le référendum organisé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour décider de l'avenir des îles Malvinas, des îles de Géorgie du Sud, des îles Sandwich du Sud et des zones maritimes environnantes, faisant fi du droit historique de la République argentine sur ces territoires.

Cette prétention se situe dans la droite ligne de la politique coloniale impériale mise en œuvre par le Royaume-Uni, qui a commencé par l'occupation de l'île par des colons anglais et s'est poursuivie par le non-respect des résolutions de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation et l'occupation militaire de 1982, qui a coûté la vie à plus de 700 soldats argentins.

Au cours de ce nouveau chapitre de l'agression coloniale, le Royaume-Uni invoque le droit à l'autodétermination des peuples pour organiser ledit référendum, en violation évidente des normes du droit international, puisque ce principe s'applique aux nations constituées et non pas à des territoires contestés comme les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes.

Nous appelons l'attention des nations du monde sur l'illégitimité de ce référendum et le fait que ses résultats n'auront aucun effet contraignant, en ce qui concerne la revendication de l'Argentine sur ces territoires.

L'Organisation des Nations Unies doit se prononcer sur cet acte illégal du Royaume-Uni, qui est susceptible de constituer un précédent dangereux en matière de règlement des revendications anticolonialistes, qui persistent au sein de la communauté internationale.

Le Royaume-Uni doit respecter les résolutions de l'ONU et aborder la question avec l'Argentine de manière civilisée, acceptant le fait que les îles Malvinas, les îles de Géorgie du Sud, les îles Sandwich du Sud et les zones maritimes environnantes font inaliénablement partie de la République argentine sœur.

Nous, nations faisant partie de l'ALBA, demandons à tous les mécanismes d'intégration régionale de se prononcer contre cette nouvelle prétention néocoloniale du Royaume-Uni et de manifester notre solidarité avec la République argentine.

Les Malvinas sont argentines. Non au colonialisme et non au néocolonialisme!